



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

Avis 61.133/4
61.134/4
61.135/4
du 10 avril 2017

Advies 61.133/4
61.134/4
61.135/4
van 10 april 2017

sur

over

– un projet d'arrêté royal 'modifiant diverses dispositions relatives au statut des militaires' (61.133/4) ;

– un projet d'arrêté ministériel 'modifiant diverses dispositions relatives au statut des militaires' (61.134/4) ;

– un projet d'arrêté ministériel 'fixant les groupes de filières de métiers militaires dans le cadre des comités d'avancement' (61.135/4).

– een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van verschillende bepalingen betreffende het statuut van de militairen' (61.133/4);

– een ontwerp van ministerieel besluit 'tot wijziging van verschillende bepalingen betreffende het statuut van de militairen' (61.134/4);

– een ontwerp van ministerieel besluit 'tot bepaling van de groepen van militaire vakrichtingen in het kader van de bevorderingscomites' (61.135/4).

Le 13 mars 2017, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur :

- un projet d'arrêté royal 'modifiant diverses dispositions relatives au statut des militaires' (61.133/4) ;
- un projet d'arrêté ministériel 'modifiant diverses dispositions relatives au statut des militaires' (61.134/4) ;
- un projet d'arrêté ministériel 'fixant les groupes de filières de métiers militaires dans le cadre des comités d'avancement' (61.135/4).

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 10 avril 2017. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Martine BAGUET et Bernard BLERO, conseillers d'État, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été rédigé par Véronique SCHMITZ, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre LIÉNARDY.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 10 avril 2017.

*

Op 13 maart 2017 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Defensie, belast met Ambtenarenzaken verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over:

- een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van verschillende bepalingen betreffende het statuut van de militairen' (61.133/4);
- een ontwerp van ministerieel besluit 'tot wijziging van verschillende bepalingen betreffende het statuut van de militairen' (61.134/4);
- een ontwerp van ministerieel besluit 'tot bepaling van de groepen van militaire vakrichtingen in het kader van de bevorderingscomites' (61.135/4).

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 10 april 2017. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Martine BAGUET en Bernard BLERO, staatsraden, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is opgesteld door Véronique SCHMITZ, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre LIÉNARDY.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 10 april 2017.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

PORTÉE DES PROJETS

Les trois projets ont pour objet d'apporter des modifications à différents textes réglementaires¹ relatifs aux comités d'avancement des officiers et des sous-officiers en vue de les adapter aux notions de « force »² et de « filières de métiers militaires »³ contenues dans la loi du 28 février 2007 'fixant le statut des militaires et candidats militaires du cadre actif des forces armées'.

FONDEMENTS JURIDIQUES

Il ressort des préambules des textes en projet que ceux-ci trouvent principalement leur fondement juridique dans l'article 139 de la loi du 28 février 2007 'fixant le statut des militaires et candidats militaires du cadre actif des forces armées', tel que remplacé par la loi du 31 juillet 2013, qui est rédigé comme suit :

« Sans préjudice de l'application des dispositions relatives à l'ancienneté minimum requise dans le grade pour l'avancement au grade supérieur, les grades de sous-officier supérieur sont conférés au choix de l'autorité désignée par le Roi, et les grades d'officier supérieur et d'officier général sont conférés au choix du Roi, suivant les modalités que le Roi fixe.

¹ – Le projet d'arrêté royal 'modifiant diverses dispositions relatives au statut des militaires' inscrit sous le numéro de rôle 61.133/4, ci-après le projet d'arrêté 61.133/4, tend à modifier l'arrêté royal du 7 avril 1959 'relatif à la position et à l'avancement des officiers de carrière' et l'arrêté royal du 25 octobre 1963 'relatif au statut des sous-officiers du cadre actif des Forces armées' ;

– Le projet d'arrêté ministériel 'modifiant diverses dispositions relatives au statut des militaires' inscrit sous le numéro de rôle 61.134/4, ci-après le projet d'arrêté 61.134/4, tend à modifier l'arrêté ministériel du 31 mars 1971 'relatif à la composition et au fonctionnement des comités d'avancement', l'arrêté ministériel du 23 septembre 1977 'relatif aux avis sur la candidature à l'avancement des officiers' et l'arrêté ministériel du 13 décembre 1995 'relatif aux avis sur la candidature à l'avancement des sous-officiers et relatif à la composition et au fonctionnement des comités d'avancement' ;

– Le projet d'arrêté ministériel inscrit sous le numéro de rôle 61.135/4, ci-après le projet d'arrêté 61.135/4, tend à fixer les groupes de filières de métiers militaires dans le cadre des comités d'avancement.

² Article 3, 3° : (Pour l'application de la présente loi, il faut entendre par :) « force » : la force terrestre, la force aérienne, la marine et le service médical tel que fixé dans l'article 2 de l'arrêté royal du 21 décembre 2001 'déterminant la structure générale du ministère de la Défense et fixant les attributions de certaines autorités'.

³ Article 3, 29° : (Pour l'application de la présente loi, il faut entendre par :) « la filière de métiers militaires » : un groupement de fonctions avec principalement des compétences professionnelles communes dans le domaine militaire, opérationnel ou technique, dénommé ci-après « filière de métier ». Voir également les notions de « un groupe de filières de métiers » : le groupement de plusieurs filières de métiers militaires (article 3, 29°/1) et « le groupe interfilières de métiers » : le groupement de toutes les filières de métiers militaires (article 3, 29°/2).

Lors de l'appréciation, il doit être tenu compte :

1° des connaissances dont dispose le militaire concerné, acquises à la suite de formations suivies et d'expériences vécues ;

2° des compétences acquises par le militaire concerné dans le domaine de la gestion et appréciées selon les modalités fixées par le Roi.

Lors de l'appréciation, il peut être tenu compte :

1° des appréciations de poste visées à l'article 66 ;

2° le cas échéant, des estimations du potentiel visées à l'article 67 ;

3° des appréciations relatives aux aptitudes visées à l'article 68.

En dérogation à l'alinéa 1^{er}, le grade d'adjudant-chef est conféré à l'ancienneté aux sous-officiers du niveau B qui ont suivi avec succès le cours de perfectionnement visé à l'article 112, alinéa 2, 1°, sauf s'ils ont été dépassés à l'avancement selon les dispositions applicables aux sous-officiers d'élite »⁴⁻⁵

Il en résulte que des éléments essentiels tels que l'ancienneté minimum requise dans le grade pour l'avancement au grade supérieur ainsi que les critères à prendre en compte pour l'appréciation du choix du Roi, ou selon le cas de l'autorité désignée par le Roi, sont fixés par le législateur.

À ce sujet, la Cour constitutionnelle a eu l'occasion de rappeler ce qui suit dans son arrêt n° 92/2016 du 16 juin 2016 :

« Quant à la seconde question préjudicielle

B.11. Il ressort des motifs de la décision de renvoi que la seconde question préjudicielle invite la Cour à statuer sur la compatibilité, avec l'article 182 de la Constitution, de l'article 41, alinéa 1^{er}, de la loi du 1^{er} mars 1958 en ce que, en habilitant le Roi à déterminer les règles à suivre pour procéder à la nomination à un grade d'officier supérieur, cette disposition législative habilitait le Roi à régler l'avancement des militaires.

B.12. L'article 182 de la Constitution dispose :

'Le mode de recrutement de l'armée est déterminé par la loi. Elle règle également l'avancement, les droits et les obligations des militaires'.

B.13. Les règles à suivre pour conférer un grade d'officier supérieur sont des règles qui sont relatives à l'avancement des militaires.

B.14.1. L'article 182 de la Constitution garantit notamment à tout militaire que les règles relatives à son avancement seront énoncées dans une loi et, par conséquent, adoptées à la suite d'une décision prise par une assemblée délibérante démocratiquement élue.

⁴ À comparer avec l'article 41 de la loi du 1^{er} mars 1958 'relative au statut des officiers de carrière des forces armées' et avec l'article 39bis de la loi du 27 décembre 1961 'relative au statut des sous-officiers du cadre actif des forces armées'.

⁵ Concernant l'article 66 de la loi du 28 février 2007, voir l'avant-projet de loi 'modifiant diverses dispositions relatives à l'évaluation professionnelle des militaires' sur lequel la section de législation a donné le 27 mars 2017 l'avis 61.076/4.

Cette disposition n'interdit cependant pas au législateur d'attribuer au Roi, par une habilitation définie de manière suffisamment précise, le pouvoir d'exécuter des mesures dont les éléments essentiels sont fixés préalablement par la loi.

B.14.2. L'article 107, alinéa 1^{er}, de la Constitution dispose :

‘Le Roi confère les grades dans l'armée’.

Cette disposition n'attribue pas seulement au Roi un pouvoir d'appréciation. Elle lui donne aussi un pouvoir réglementaire.

B.15.1. L'article 41, alinéa 1^{er}, de la loi du 1^{er} mars 1958 portait notamment sur l'avancement des officiers supérieurs.

Dans sa première partie, cette disposition énonçait à ce sujet une règle essentielle : à la différence de l'avancement des officiers subalternes, qui est, en principe, fondé sur l'ancienneté (article 39, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 1^{er} mars 1958), l'avancement des officiers supérieurs était, comme celui des officiers généraux, fondé sur le ‘choix du Roi’. Il s'agissait d'une ‘règle fondamentale inscrite dans les lois successives sur l'avancement des officiers [depuis 1836]’ (*Doc. parl.*, Chambre, 1956-1(9)57, n° 681/1, p. 7).

B.15.2. En outre, l'article 41, alinéa 1^{er}, de la loi du 1^{er} mars 1958 s'inscrivait dans un ensemble de règles qui limitaient le ‘choix du Roi’.

[...]

B.15.3. Compte tenu de ce qui précède et du pouvoir que l'article 107, alinéa 1^{er}, de la Constitution confère au Roi, le pouvoir d'exécution que l'article 41, alinéa 1^{er}, de la loi du 1^{er} mars 1958 Lui attribue concerne une mesure dont les éléments essentiels sont fixés par la loi et résulte d'une habilitation définie de manière suffisamment précise.

B.16. La seconde question préjudicielle appelle une réponse négative.

Par ces motifs,

la Cour

dit pour droit :

– [...]

– L'article 41, alinéa 1^{er}, de la loi du 1^{er} mars 1958, tel qu'il était rédigé avant son abrogation par l'article 208 de la loi du 28 février 2007, ne viole pas les articles 10 et 11, lus en combinaison avec l'article 182, de la Constitution.

[...] ».

En l'espèce, l'habilitation au Roi, qui est contenue dans l'article 139 de la loi du 28 février 2007 tel qu'il a été remplacé par la loi du 31 juillet 2013, concerne la fixation – non pas des règles – mais des modalités ⁶ dans lesquelles sont conférés au choix du Roi, les grades d'officier supérieur et d'officier général, et au choix de l'autorité désignée par Lui, les grades de sous-officier supérieur.

⁶ Il est renvoyé à ce sujet à l'avis 53.229/4 donné le 22 mai 2013 sur un avant-projet devenu la loi du 31 juillet 2013 ‘modifiant la loi du 28 février 2007 fixant le statut des militaires du cadre actif des forces armées et modifiant certaines dispositions relatives au statut du personnel militaire’ (*Doc. parl.*, Chambre, 2012-2013, n° 2879/1, p. 311, observation relative à l'article 201 de l'avant-projet – actuel article 139 de la loi du 28 février 2007).

Dans ce cadre, la section de législation s'interroge sur le fait que la composition et le fonctionnement des comités d'avancement selon les notions de « force » et de « filières de métiers » sont bien constitutifs de « modalités » relatives à l'avancement des militaires.

Dans la rédaction de l'article 139 de la loi du 28 février 2007, une habilitation plus précise sur ce point aurait été souhaitable eu égard au principe de légalité contenu dans l'article 182 de la Constitution.

Si l'auteur des projets entend invoquer le pouvoir général d'exécution du Roi ⁷, comme tel semble être le cas étant donné l'alinéa 1^{er} du préambule du projet d'arrêté 61.133/4, il doit alors compléter les trois préambules en mentionnant non seulement l'article 108 de la Constitution mais aussi les dispositions de la loi du 28 février 2007 avec lesquelles celui-ci se combine.

En tout état de cause, il convient également de viser l'article 107, alinéa 1^{er}, de la Constitution au titre de fondement juridique dans le préambule de chaque projet d'arrêté.

OBSERVATION COMMUNE AUX TROIS PROJETS

Les trois projets présentent une connexité telle que leur date d'entrée en vigueur doit être identique ⁸.

En l'occurrence, la date d'entrée en vigueur est fixée au 1^{er} janvier 2017.

Sur ce point, le rapport au Roi renvoie à l'article 33 de l'arrêté royal du 26 décembre 2013 'modifiant diverses dispositions relatives à la carrière des militaires du cadre actif des forces armées', qui dispose comme suit :

« Jusqu'au 31 décembre 2016, les comités d'avancement, institués pour examiner les candidatures aux grades d'officiers supérieurs et de sous-officiers supérieurs, peuvent être organisés selon les dispositions relatives aux corps et spécialités qui étaient d'application la veille de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté (c'est-à-dire en application de l'article 34, 2^o, de celui-ci, le 31 décembre 2013) ».

Il est également précisé dans le rapport au Roi qu'

« Afin de pouvoir organiser et préparer des comités d'avancement, sur la base des filières de métiers militaires, à partir du 1^{er} janvier 2017, le présent arrêté doit produire ses effets à cette date ».

Interrogé sur ce que recouvrent « l'organisation et la préparation » des comités d'avancement, l'officier délégué a répondu qu'il s'agit de rassembler et de préparer les dossiers

⁷ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 7.2.

⁸ Ainsi, le projet d'arrêté 61.133/4 sert de fondement juridique au projet d'arrêté 61.135/4. Voir également le lien entre l'article 3 du projet d'arrêté 61.133/4 et la rédaction des articles 5 et 6 du projet d'arrêté 61.134/4 (articles 9, alinéa 3, et 10, alinéa 2, de l'arrêté ministériel du 31 mars 1971 'relatif à la composition et au fonctionnement des comités d'avancement', en projet).

mais qu'aucune réunion ne s'est tenue ou ne se tiendra tant que les trois textes en projet n'auront été adoptés et publiés.

Il y a lieu de rappeler qu'en vertu d'un principe général de droit, la non-rétroactivité des actes administratifs est de règle. Elle peut toutefois être justifiée si elle est autorisée par une disposition législative. En l'absence d'autorisation légale, la rétroactivité ne peut être admise qu'à titre exceptionnel, lorsqu'elle est nécessaire, notamment, à la continuité du service public ou à la régularisation d'une situation de fait ou de droit et pour autant qu'elle respecte les exigences de la sécurité juridique et les droits individuels.

Dans les conditions dans lesquelles elle est décrite en l'espèce, la rétroactivité ne semble pas poser de problème.

EXAMEN DU PROJET D'ARRÊTÉ ROYAL 'MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS
RELATIVES AU STATUT DES MILITAIRES' (PROJET D'ARRÊTÉ 61.133/4)

Articles 2, b), et 4, 1°

Outre l'observation qui a été formulée lors de l'examen des fondements juridiques quant à la question de savoir si la composition et le fonctionnement des comités d'avancement selon les notions de « force » et de « filières de métiers » constitue bien une « modalité » relative à l'avancement des militaires, la section de législation observe que l'article 2, § 2, alinéa 1^{er}, 4°, en projet prévoit qu'il peut être institué pour examiner les candidatures des officiers de carrière aux grades d'officier supérieur

« [...] deux comités interfilières de métiers, l'un dans le domaine des opérations et l'autre dans le domaine du management. L'ordre dans lequel ces comités sont organisés est déterminé par le ministre de la Défense en fonction des besoins spécifiques dans les domaines concernés »⁹.

Invité à préciser à quoi correspondent ces comités interfilières de métiers pour les officiers orientés dans les domaines des opérations et du management et comment ils sont appelés à fonctionner de cette manière, l'officier délégué a répondu ce qui suit :

« Een officier wordt NIET verdeeld in een intervakrichtingen comité operaties of management. Er wordt van ALLE officieren, per graad, samen een rangschikking opgemaakt. Voor het opmaken van deze rangschikking baseert de evaluator zich op dezelfde criteria voor alle officieren ongeacht welk comité zal worden doorgevoerd. In functie van de behoefte uitgedrukt door de MoD – het profiel waaraan de kandidaat moet voldoen / behoefte van de organisatie – worden per type comité de gewichten van de criteria aangepast. In concreto wanneer de MOD een intervakrichtingen comité operaties en management wenst te organiseren, worden ALLE officieren opgenomen in de rangschikking en zullen de officieren met een management profiel (ervaring, kennis, competenties in domein management) beter gerangschikt zijn dan de officieren met een operationeel profiel voor de rangschikking in het intervakrichtingen comité management. Omgekeerd zullen de officieren met een operationeel profiel beter scoren in de rangschikking intervakrichtingen comité operatie ».

⁹ Voir également l'article 4, 1°, du projet.

La portée des articles 2, b), et 4, 1°, du projet, telle qu'elle est ainsi décrite, ne ressort pas suffisamment du texte en projet.

Dans la mesure où il s'agit d'instituer deux comités interfilières de métiers, il semble que ce ne soit dès lors plus, dans ce cas, le critère des filières de métiers militaires mais un autre critère, celui des domaines des opérations et du management, qui soit pris en compte.

Or, les notions de « domaine des opérations » et de « domaine du management » ne sont pas définies dans le texte en projet.

Enfin, la délégation qui est faite au Ministre, si elle est admissible lorsqu'il s'agit de définir dans quel ordre ces deux comités peuvent être organisés, ne pourrait suppléer à l'absence de clarté des dispositions en projet. Ainsi, la délégation ne peut amener le Ministre à prendre position sur des éléments essentiels qui doivent être soit dans la loi soit dans le texte en projet lorsque ceux-ci sont préalablement fixés par la loi.

À défaut de pouvoir être revus en ce sens, les articles 2, b), et 4, 1°, du projet seront omis.

Article 9

Il y a lieu de rédiger l'article 9 du projet en insérant les mots «, sur la base des éléments d'appréciation qui étaient disponibles la veille du jour du comité, » entre les mots « des listes des candidats » et les mots « et, dans chacune des listes »¹⁰.

EXAMEN DU PROJET D'ARRÊTÉ MINISTÉRIEL 'FIXANT LES GROUPES DE FILIÈRES DE MÉTIERS MILITAIRES DANS LE CADRE DES COMITÉS D'AVANCEMENT' (PROJET D'ARRÊTÉ 61.135/4)

Le texte en projet exécute l'article 2, § 2, alinéa 1^{er}, 2°, de l'arrêté royal du 7 avril 1959 'relatif à la position et à l'avancement des officiers de carrière' et l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, de l'arrêté royal du 25 octobre 1963 'relatif au statut des sous-officiers du cadre actif des forces armées' en ce qu'il prévoit, respectivement pour les officiers (article 1^{er} du projet) et pour les sous-officiers (article 2 du projet) que, pour instituer les différents comités d'avancement, il est défini des « groupes de filières de métiers militaires » c'est-à-dire soit un groupe composé de l'ensemble des filières de métiers militaires de la force soit un groupe composé de deux ou plusieurs filières de métiers de celle-ci.

¹⁰ Voir l'article 6 du projet.

L'annexe 1^{re} (annexe A) à l'arrêté royal du 9 juillet 2007 'relatif à l'organisation des filières de métiers et pôles de compétence' énumère les seize filières de métiers suivantes :

Tableau I - Filières de métiers
Appui général
Collecte de l'information
Emploi des systèmes d'arme terrestres
Emploi des systèmes d'arme aériens
Emploi des systèmes d'arme navals
Contrôle aérien
Appui médical
Génie civil et militaire
« Supply chain » et mobilité
Techniques des systèmes de communication et d'information
Techniques du matériel terrestre
Techniques du matériel aérien
Techniques du matériel naval
Techniques médicales
Musiciens
Techniques spéciales

Cependant, il n'existe pas de disposition légale ou réglementaire classant les seize filières de métiers militaires « par force » de telle manière que, selon les explications de l'officier délégué, le classement opéré par les articles 1^{er} et 2 du projet est une énumération correspondant à la situation actuelle au sein des quatre forces selon les filières de métiers dans lesquelles sont inscrits, en 2017, les officiers et les sous-officiers concernés ¹¹.

Dans la mesure où un tel classement est justifié pour les besoins spécifiques et actuels de la Défense mais n'est pas élaboré dans une perspective plus générale, cette façon de procéder donne lieu aux critiques suivantes :

a) la section de législation n'est pas en mesure de déterminer de manière suffisamment précise sur la base de l'article 1^{er}, 1^o, a), 2^o, a), 3^o, et 4^o, a), du projet, quelles sont les filières de métiers militaires effectivement concernés pour les groupes « officiers 1^{er} », « officiers 5 », « officiers 7 » et « officiers 8 » ; la même observation vaut pour l'article 2, 1^o, a), 2^o, a), 3^o, et 4^o, du projet, pour les groupes « sous-officiers 1^{er} », « sous-officiers 6 », « sous-officiers 10 » et « sous-officiers 11 » ;

¹¹ Avec la conséquence, à titre d'exemples, chez les officiers, qu'il y a la filière de métiers militaires « techniques du matériel aérien » au sein de la force terrestre (article 1^{er}, 1^o, b), 3), du projet), ou encore, chez les sous-officiers, qu'il y a les filières de métiers militaires « techniques du matériel aérien » ou « techniques du matériel naval » au sein de la force terrestre (article 2, 1^o, b), 3), du projet).

b) la section de législation ne dispose pas des éléments permettant de vérifier que toutes les hypothèses ont bien été envisagées afin de respecter le principe d'égalité entre les militaires ;

c) enfin, une évolution de l'appartenance d'officiers et/ou de sous-officiers à l'une ou l'autre filière de métiers militaires au sein de telle ou de telle force, qui n'aurait pas été répertoriée dans le texte en projet, impliquerait qu'une modification doive être apportée à celui-ci.

Il appartient à l'auteur du texte de réexaminer s'il ne doit pas concevoir le texte autrement.

EXAMEN DU PROJET D'ARRÊTÉ MINISTÉRIEL 'MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS
RELATIVES AU STATUT DES MILITAIRES' (PROJET D'ARRÊTÉ 61.134/4)

Articles 1^{er}, 2^o, et 25, 2^o

Le détachement et la mise à la disposition prévus par l'article 2, § 1^{er}, 8^o, de l'arrêté ministériel du 31 mars 1971, en projet, sont respectivement ceux visés aux articles 44 et 157, 2^o, de la loi du 28 février 2007 ¹².

Par conséquent, il ne s'agit pas de la même hypothèse que celle visée à l'article 2, § 1^{er}, 4^o, du même arrêté ministériel, qui concerne notamment le cas d'un officier détaché dans un établissement d'instruction à l'étranger, puisque, comme l'a expliqué l'officier délégué, dans ce cas, par exemple, il peut s'agir d'un instructeur qui donne cours à l'étranger.

Ces précisions pourraient figurer dans le commentaire de l'article 1^{er}.

La même observation vaut pour l'article 25, 2^o, du projet.

¹² Article 44 : « Le militaire peut être détaché pour cause de mission officielle auprès d'une institution de droit international public, d'un gouvernement étranger, de tout service public dépendant de l'autorité fédérale, des régions, des communautés, des provinces, des communes, des agglomérations, des fédérations et des associations de communes, des zones de police, des entreprises publiques autonomes visées à la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, ainsi que des organismes qui dépendent de tel service public ou des organismes qui dépendent de la Défense ».

Article 157 : « Le processus de transfert vers un employeur public comprend :

1^o une phase de sélection pendant laquelle le militaire participe à la sélection organisée par l'employeur public concerné ;

2^o une phase de mise à disposition ;

3^o le transfert ».

Articles 1^{er}, 3^o, et 25, 3^o

Interrogé sur la circonstance que l'article 1^{er}, 3^o, du projet ne renvoie pas aux points 4^o à 7^o de l'article 3 de la loi du 25 mai 2000 'relative à l'enveloppe en personnel militaire', l'officier délégué a répondu ce qui suit :

« Les 4^o à 6^o peuvent être ajoutés. Toutefois, pour : le 4^o : la loi du 20 mai 1994, visée au 4^o est abrogée par la loi du 31 juillet 2013 ; le 5^o : nous n'avons plus de militaires dans cette situation ; le 6^o : les militaires de réserves ne sont pas en service actif. Nous n'excluons pas le 7^o car ces militaires peuvent siéger dans les comités d'avancement ».

Il n'y a dès lors pas d'utilité d'ajouter, dans l'article 1^{er}, 3^o, du projet, un renvoi aux points 4^o à 7^o de l'article 3 de la loi du 25 mai 2000 mais l'auteur du projet pourrait compléter le commentaire de l'article 1^{er}.

La même observation vaut pour l'article 25, 3^o, du projet.

Article 5

Eu égard aux articles 10 et 10bis de l'arrêté ministériel du 31 mars 1971, en projet, qui prévoient dans la composition des comités concernés par ces dispositions des membres permanents et des membres temporaires, l'article 5 du projet doit, en ce qu'il vise les comités par filière de métiers militaires, se comprendre « par force » ou « pour l'ensemble des forces ».

De l'accord de l'officier délégué, l'article 9, alinéa 1^{er}, de l'arrêté ministériel du 31 mars 1971, en projet, sera complété en ce sens.

Articles 5 et 6

Interrogé sur la combinaison de l'article 10, alinéa 2, de l'arrêté ministériel du 31 mars 1971, en projet (article 6, *in fine*, du projet) avec l'article 9, alinéa 3, du même arrêté ministériel, en projet (article 5, *in fine*, du projet), l'officier délégué a expliqué ce qui suit :

« Dans la pratique, les membres permanents sont déjà au moins au nombre de 5 (en principe, nous avons plus d'un officier général par force). Le cas échéant, ce nombre de 5 membres minimum (si insuffisant au niveau des membres permanents) est complété par un nombre suffisant de membres temporaires. Le comité siège valablement s'il est composé au moins de 5 membres parmi les membres permanents et temporaires ».

Dans l'hypothèse où il n'y a pas d'officiers répondant aux conditions pour siéger comme membre temporaire (article 9, alinéa 3, en projet), cette explication convient uniquement s'il y a plus de deux officiers généraux par force (article 10, alinéa 1^{er}, 1^o, c), en projet) pour pouvoir arriver au chiffre de cinq membres permanents (article 10, alinéa 1^{er}, 1^o, a) à d), en projet) tel que prévu par l'article 3, alinéa 5, 2^o, de l'arrêté royal du 7 avril 1959¹³, sous réserve de l'application de l'article 10, alinéa 2, de l'arrêté ministériel du 31 mars 1971, en projet.

¹³ Actuel article 3, alinéa 3, 2^o, de l'arrêté royal du 7 avril 1959, voir l'article 4 du projet d'arrêté 61.133/4.

Il appartient à l'auteur du texte de vérifier s'il est préférable de modifier l'article 10, alinéa 2, en projet, ou s'il suffit de compléter le commentaire de l'article 6 du projet.

Article 10

Concernant les notions de « domaine des opérations » et de « domaine du management », il est renvoyé à l'observation particulière formulée sous les articles 2, b), et 4, 1°, du projet d'arrêté 61.133/4.

Article 12

L'article 12 du projet tend à modifier l'article 17, alinéa 1^{er}, de l'arrêté ministériel du 31 mars 1971.

Comme en a convenu l'officier délégué, il y a également lieu de remplacer, dans l'article 17, alinéa 1^{er}, le mot « intercorps » par les mots « interfilière de métiers ».

L'article 12 du projet sera complété en ce sens.

Articles 16 et 20

Il résulte de la comparaison des articles 16 et 20 du projet qu'il est préférable de rédiger l'article 4, 1°, de l'arrêté ministériel du 23 septembre 1977 'relatif aux avis sur la candidature à l'avancement des officiers' en ajoutant les mots « d'appréciation » entre les mots « les données » et les mots « figurant au dossier personnel ».

De l'accord de l'officier délégué, l'article 16 du projet sera complété en ce sens.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

STREKKING VAN DE ONTWERPEN

De drie ontwerpen strekken ertoe in verschillende reglementaire teksten¹ betreffende de bevorderingscomités voor de officieren en de onderofficieren wijzigingen aan te brengen om ze aan te passen aan de begrippen “krijgsmachtdeel”² en “militaire vakrichtingen”³ die vervat zijn in de wet van 28 februari 2007 ‘tot vaststelling van het statuut van de militairen en kandidaat-militairen van het actief kader van de Krijgsmacht’.

RECHTSGRONDEN

Uit de aanhef van de ontwerp teksten blijkt dat ze hun rechtsgrond hoofdzakelijk ontleen aan artikel 139 van de wet van 28 februari 2007 ‘tot vaststelling van het statuut van de militairen en kandidaat-militairen van het actief kader van de Krijgsmacht’, zoals dat artikel vervangen is bij de wet van 31 juli 2013, en dat als volgt luidt:

¹ - Het ontwerp van koninklijk besluit ‘tot wijziging van verschillende bepalingen betreffende het statuut van de militairen’, dat ingeschreven is onder het rolnummer 61.133/4 en hierna ontwerpbesluit 61.133/4 genoemd wordt, strekt tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 april 1959 ‘betreffende de stand en de bevordering van de beroepsofficieren’ en van het koninklijk besluit van 25 oktober 1963 ‘betreffende het statuut van de onderofficieren van het actief kader van de krijgsmacht’;

- Het ontwerp van ministerieel besluit ‘tot wijziging van verschillende bepalingen betreffende het statuut van de militairen’, dat ingeschreven is onder het rolnummer 61.134/4 en hierna ontwerpbesluit 61.134/4 genoemd wordt, strekt tot wijziging van het ministerieel besluit van 31 maart 1971 ‘betreffende de samenstelling en de werking van de bevorderingscomités’, van het ministerieel besluit van 23 september 1977 ‘betreffende de adviezen over de kandidatuur voor de bevordering van de officieren’ en van het ministerieel besluit van 13 december 1995 ‘betreffende de adviezen over de kandidatuur voor de bevordering van de onderofficieren en betreffende de samenstelling en de werking van de bevorderingscomités’;

- Het ontwerp van ministerieel besluit dat ingeschreven is onder het rolnummer 61.135/4 en hierna ontwerpbesluit 61.135/4 genoemd wordt, strekt zijnerzijds tot het bepalen van de groepen van militaire vakrichtingen in het kader van de bevorderingscomités.

² Artikel 3, 3°: (Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder:) “krijgsmachtdeel”: de landmacht, de luchtmacht, de marine en de medische dienst zoals bepaald in artikel 2 van het koninklijk besluit van 21 december 2001 ‘tot bepaling van de algemene structuur van het ministerie van Landsverdediging en tot vastlegging van de bevoegdheden van bepaalde autoriteiten’.

³ Artikel 3, 29°: (Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder:) “de militaire vakrichting”: een groepering van functies met hoofdzakelijk gemeenschappelijke professionele competenties in het militair, operationeel of technisch domein, hierna “vakrichting” genoemd. Zie ook de begrippen “een groep van vakrichtingen”: de groepering van meerdere militaire vakrichtingen (artikel 3, 29°/1) en “de intervakrichtingengroep”: de groepering van alle militaire vakrichtingen (artikel 3, 29°/2).

“Onverminderd de toepassing van de bepalingen inzake de vereiste minimum anciënniteit in de graad voor de bevordering tot de hogere graad, worden de graden van hoofdonderofficier naar de keuze van de door de Koning aangewezen overheid, en de graden van hoofdofficier en opperofficier naar de keuze van de Koning verleend, volgens de nadere regels die de Koning bepaalt.

Bij de beoordeling moet rekening gehouden worden met:

1° de kennis waarover de betrokken militair beschikt, verworven na gevolgde vormingen en opgedane ervaringen;

2° de competenties verworven door de betrokken militair in het domein van het beheer en beoordeeld volgens de door de Koning bepaalde nadere regels.

Bij de beoordeling kan rekening gehouden worden met :

1° de postbeoordelingen bedoeld in artikel 66;

2° in voorkomend geval, de potentieelinschattingen bedoeld in artikel 67;

3° de beoordelingen betreffende de geschiktheden bedoeld in artikel 68.

In afwijking van het eerste lid wordt de graad van adjudant-chef verleend naar anciënniteit aan de onderofficieren van niveau B die de vervolmakingscursus bedoeld in artikel 112, tweede lid, 1°, met succes hebben gevolgd, behalve als zij bij de bevordering werden voorbijgegaan volgens de bepalingen die van toepassing zijn op de keuronderofficieren.”⁴⁻⁵

Daaruit volgt dat essentiële elementen, zoals de minimumanciënniteit die in een graad vereist is om tot een hogere graad bevorderd te kunnen worden en de criteria waarmee bij de beoordeling in het kader van de keuze door de Koning, of naargelang van het geval van de keuze door de overheid die door de Koning aangewezen is, rekening gehouden moet worden, door de wetgever vastgesteld worden.

In dat verband heeft het Grondwettelijk Hof in zijn arrest 92/2016 van 16 juni 2016 het volgende geoordeeld:

“Ten aanzien van de tweede prejudiciële vraag

B.11. Uit de motieven van de verwijzingsbeslissing blijkt dat het Hof in de tweede prejudiciële vraag wordt verzocht zich uit te spreken over de bestaanbaarheid, met artikel 182 van de Grondwet, van artikel 41, eerste lid, van de wet van 1 maart 1958 in zoverre die wetsbepaling, door de Koning ertoe te machtigen de regels te bepalen die moeten worden gevolgd om over te gaan tot de benoeming in een graad van hoofdofficier, de Koning ertoe machtigde de bevordering van de militairen te regelen.

B.12. Artikel 182 van de Grondwet bepaalt:

‘De wet bepaalt op welke wijze het leger wordt aangeworven. Zij regelt eveneens de bevordering, de rechten en de verplichtingen van de militairen’.

⁴ Te vergelijken met artikel 41 van de wet van 1 maart 1958 ‘betreffende het statuut van de beroepsofficieren van de krijgsmacht’ en met artikel 39bis van de wet van 27 december 1961 ‘betreffende het statuut van de onderofficieren van het actief kader van de krijgsmacht’.

⁵ Zie, in verband met artikel 66 van de wet van 28 februari 2007, het voorontwerp van wet ‘tot wijziging van diverse bepalingen betreffende de professionele evaluatie van de militairen’ waarover de afdeling Wetgeving op 27 maart 2017 advies 61.076/4 gegeven heeft.

B.13. De regels die moeten worden gevolgd om een graad van hoofdofficier te verlenen, zijn regels die betrekking hebben op de bevordering van de militairen.

B.14.1. Artikel 182 van de Grondwet waarborgt met name elke militair dat de regels met betrekking tot zijn bevordering in een wet zullen worden vervat en, bijgevolg, zullen worden aangenomen ingevolge een beslissing die door een democratisch verkozen beraadslagende vergadering is genomen.

Die bepaling verbiedt de wetgever evenwel niet aan de Koning, via een machtiging die voldoende nauwkeurig is omschreven, de bevoegdheid toe te wijzen om maatregelen ten uitvoer te leggen waarvan de essentiële elementen voorafgaandelijk bij de wet zijn vastgesteld.

B.14.2. Artikel 107, eerste lid, van de Grondwet bepaalt:

‘De Koning verleent de graden in het leger’.

Die bepaling wijst de Koning niet alleen een beoordelingsbevoegdheid toe. Zij verleent Hem ook een verordeningsbevoegdheid.

B.15.1. Artikel 41, eerste lid, van de wet van 1 maart 1958 had met name betrekking op de bevordering van de hoofdofficieren.

In het eerste deel ervan vermeldde die bepaling dienaangaande een essentiële regel : in tegenstelling tot de bevordering van de lagere officieren, die in beginsel op de anciënniteit is gebaseerd (artikel 39, § 1, eerste lid, van de wet van 1 maart 1958), was de bevordering van de hoofdofficieren, net zoals die van de opperofficieren, gebaseerd op de ‘keuze van de Koning’. Het betrof een ‘fundamentele regel’ die sedert 1836 in de opeenvolgende wetten op de bevordering van de officieren was opgenomen (*Parl. St.*, Kamer, 1956-1957, nr. 681/1, p. 7).

B.15.2. Bovendien paste artikel 41, eerste lid, van de wet van 1 maart 1958 in een geheel van regels die de ‘keuze van de Koning’ beperkten.

(...)

B.15.3. Rekening houdend met hetgeen voorafgaat en met de bevoegdheid die artikel 107, eerste lid, van de Grondwet aan de Koning verleent, heeft de uitvoeringsbevoegdheid die Hem bij artikel 41, eerste lid, van de wet van 1 maart 1958 wordt toegewezen, betrekking op een maatregel waarvan de essentiële elementen bij de wet zijn vastgesteld en vloeit zij voort uit een machtiging die voldoende nauwkeurig is omschreven.

B.16. De tweede prejudiciële vraag dient ontkennend te worden beantwoord.

Om die redenen,

het Hof

zegt voor recht :

- (...)

- Artikel 41, eerste lid, van de wet van 1 maart 1958, zoals opgesteld vóór de opheffing ervan bij artikel 208 van de wet van 28 februari 2007, schendt de artikelen 10 en 11, in samenhang gelezen met artikel 182, van de Grondwet niet.

(...)”.

De machtiging aan de Koning die vervat is in artikel 139 van de wet van 28 februari 2007, zoals dat artikel vervangen is bij de wet van 31 juli 2013, heeft *in casu*

betrekking op het bepalen, niet van de regels, maar van de nadere regels⁶ volgens welke de graden van hoofdofficier en opperofficier naar keuze van de Koning verleend worden en de graden van hoofdonderofficier naar keuze van de door Hem aangewezen overheid verleend worden.

In dat kader vraagt de afdeling Wetgeving zich af of de samenstelling en de werking van de bevorderingscomités overeenkomstig de begrippen “krijgsmachtdeel” en “vakrichtingen”, wel “nadere regels” zijn voor de bevordering van de militairen.

Het zou beter geweest zijn als de machtiging die vervat is in artikel 139 van de wet van 28 februari 2007 op dat punt nauwkeuriger geformuleerd was, gelet op het legaliteitsbeginsel vervat in artikel 182 van de Grondwet.

Indien de steller van de ontwerpen wenst te steunen op de algemene uitvoeringsbevoegdheid van de Koning,⁷ zoals het geval lijkt te zijn, gelet op eerste lid van de aanhef van ontwerpbesluit 61.133/4, dient hij de aanhef van de drie ontwerpen aan te vullen met de vermelding van zowel artikel 108 van de Grondwet als de bepalingen van de wet van 28 februari 2007 waarmee dat artikel samenhangt.

Hoe dan ook behoort in de aanhef van elk ontwerpbesluit ook artikel 107, eerste lid, van de Grondwet als rechtsgrond vermeld te worden.

OPMERKING BETREFFENDE ALLE DRIE DE ONTWERPEN

De drie ontwerpen hangen dermate samen dat ze op dezelfde datum in werking dienen te treden.⁸

In casu wordt bepaald dat de besluiten uitwerking hebben met ingang van 1 januari 2017.

In dat verband wordt in het verslag aan de Koning verwezen naar artikel 33 van het koninklijk besluit van 26 december 2013 ‘tot wijziging van diverse bepalingen betreffende de loopbaan van de militairen van het actief kader van de krijgsmacht’, dat als volgt luidt:

“Tot 31 december 2016 kunnen de bevorderingscomités, ingesteld om de kandidaturen tot de graden van hoofdofficieren en hoofdonderofficieren te onderzoeken, ingericht worden volgens de bepalingen betreffende de korpsen en specialiteiten die van

⁶ In dat verband, wordt verwezen naar advies 53.229/4, dat op 22 mei 2013 gegeven is over een voorontwerp dat ontstaan gegeven heeft aan de wet van 31 juli 2013 ‘tot wijziging van de wet van 28 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de militairen van het actief kader van de Krijgsmacht en tot wijziging van sommige bepalingen betreffende het statuut van het militair personeel’ (*Parl.St.* Kamer 2012-13, nr. 2879/001, 311, opmerking over artikel 201 van het voorontwerp - huidig artikel 139 van de wet van 28 februari 2007).

⁷ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 7.2.

⁸ Zo vormt ontwerpbesluit 61.133/4 de rechtsgrond van ontwerpbesluit 61.135/4. Zie ook de samenhang tussen artikel 3 van ontwerpbesluit 61.133/4 en de redactie van de artikelen 5 en 6 van ontwerpbesluit 61.134/4 (ontworpen artikelen 9, derde lid, en 10, tweede lid, van het ministerieel besluit van 31 maart 1971 ‘betreffende de samenstelling en de werking van de bevorderingscomités’).

toepassing waren de dag vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit (, welke datum, met toepassing van artikel 34, 2°, van dat besluit, 31 december 2013 is)”.

Voorts wordt in het verslag aan de Koning het volgende vermeld:

“Teneinde vanaf 1 januari 2017 bevorderingscomités te kunnen organiseren en voorbereiden op basis van de militaire vakrichtingen, dient het voorliggend besluit uitwerking te hebben vanaf deze datum.”

Op de vraag wat met het “organiseren en voorbereiden” van de bevorderingscomités bedoeld wordt, heeft de gemachtigde officier geantwoord dat het gaat om het samenstellen en voorbereiden van de dossiers, maar dat geen enkele vergadering gehouden is of gehouden zal worden zolang de drie ontworpen teksten niet vastgesteld en bekendgemaakt zijn.

Er dient op gewezen te worden dat bestuurshandelingen krachtens een algemeen rechtsbeginsel in de regel geen terugwerkende kracht hebben. Terugwerkende kracht kan evenwel gerechtvaardigd zijn indien de wet die toestaat. Indien ze niet bij de wet wordt toegestaan, is ze alleen aanvaardbaar bij wijze van uitzondering, inzonderheid wanneer dat nodig is voor de continuïteit van de openbare dienst of voor de regularisatie van een rechtstoestand of een feitelijke toestand en voor zover de vereisten inzake rechtszekerheid vervuld zijn en de individuele rechten geëerbiedigd worden.

In de omstandigheden waarin de terugwerkende kracht *in casu* omschreven wordt, lijkt ze geen probleem te vormen.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP VAN KONINKLIJK BESLUIT ‘TOT WIJZIGING VAN
VERSCHILLENDE BEPALINGEN BETREFFENDE HET STATUUT VAN DE MILITAIREN’
(ONTWERPBESLUIT 61.133/4)

Artikelen 2, b), en 4, 1°

Bovenop de opmerking die tijdens het onderzoek van de rechtsgronden gemaakt is over de vraag of de samenstelling en de werking van de bevorderingscomités overeenkomstig de begrippen “krijgsmachtdeel” en “vakrichtingen” wel een “nadere regel” zijn voor de bevordering van de militairen, merkt de afdeling Wetgeving op dat luidens het ontworpen artikel 2, § 2, eerste lid, 4°, “twee intervakrichtingencomités” ingesteld kunnen worden om de kandidaturen van de beroepsofficieren tot de graden van hoofdofficier te onderzoeken,

“(…) de ene (lees: het ene) in het domein van de operaties en de andere (lees: het andere) in het domein van het management. De volgorde waarin deze comités georganiseerd worden, wordt bepaald door de minister van Defensie in functie van de specifieke behoeften in de betrokken domeinen.”⁹

Op de vraag waarmee die intervakrichtingencomités voor officieren, gericht op het domein van de operaties en op dat van het management, overeenstemmen, en hoe ze aldus

⁹ Zie ook artikel 4, 1°, van het ontwerp.

zouden moeten werken, heeft de gemachtigde officier het volgende geantwoord:

“Een officier wordt NIET verdeeld in een intervakrichtingen comité operaties of management. Er wordt van ALLE officieren, per graad, samen een rangschikking opgemaakt. Voor het opmaken van deze rangschikking baseert de evaluator zich op dezelfde criteria voor alle officieren ongeacht welk comité zal worden doorgevoerd. In functie van de behoefte uitgedrukt door de MoD – het profiel waaraan de kandidaat moet voldoen / behoefte van de organisatie – worden per type comité de gewichten van de criteria aangepast. In concreto wanneer de MOD een intervakrichtingen comité operaties en management wenst te organiseren, worden ALLE officieren opgenomen in de rangschikking en zullen de officieren met een management profiel (ervaring, kennis, competenties in domein management) beter gerangschikt zijn dan de officieren met een operationeel profiel voor de rangschikking in het intervakrichtingen comité management. Omgekeerd zullen de officieren met een operationeel profiel beter scoren in de rangschikking intervakrichtingen comité operatie”.

De strekking van de artikelen 2, b), en 4, 1°, van het ontwerp, zoals ze aldus beschreven wordt, komt uit de ontworpen tekst niet duidelijk genoeg naar voren.

Voor zover het de bedoeling is om twee intervakrichtingencomités in te stellen, lijkt *in casu* niet langer rekening gehouden te worden met het criterium van de militaire vakrichtingen, maar wel met een ander criterium, dat van het domein van de operaties en dat van het management”.

De begrippen “domein van de operaties” en “domein van het management” worden in de ontwerptekst evenwel niet gedefinieerd.

Ten slotte kan het gebrek aan duidelijkheid van de ontworpen bepalingen niet goedge maakt worden door de machtiging die aan de minister verleend wordt, hoewel die aanvaard kan worden wanneer het de bedoeling is te bepalen in welke volgorde die twee comités georganiseerd kunnen worden. Zo mag de delegatie voor de minister geen voorwendsel zijn om een standpunt in te nemen over de wezenlijke elementen die hetzij in de wet hetzij in de ontwerptekst moeten staan wanneer ze vooraf bij wet vastgesteld zijn.

Indien de artikelen 2, b), en 4, 1°, van het ontwerp niet in die zin herzien kunnen worden, dienen ze te vervallen.

Artikel 9

Artikel 9 van het ontwerp behoort aldus geredigeerd te worden dat de woorden “, op basis van de beoordelingselementen die de dag vóór het comité beschikbaar waren,” ingevoegd worden tussen de woorden “der lijsten van kandidaten,” en de woorden “en, op iedere lijst”.¹⁰

¹⁰ Zie artikel 6 van het ontwerp.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP VAN MINISTERIEEL BESLUIT 'TOT BEPALING VAN DE
GROEPEN VAN MILITAIRE VAKRICHTINGEN IN HET KADER VAN DE
BEVORDERINGSCOMITÉS' (ONTWERPBESLUIT 61.135/4)

De ontworpen tekst geeft uitvoering aan artikel 2, § 2, eerste lid, 2°, van het koninklijk besluit van 7 april 1959 'betreffende de stand en de bevordering van de beroepsofficieren' en aan artikel 3, § 1, eerste lid, 2°, van het koninklijk besluit van 25 oktober 1963 'betreffende het statuut van de onderofficieren van het actief kader van de krijgsmacht' doordat daarin voor respectievelijk de officieren (artikel 1 van het ontwerp) en de onderofficieren (artikel 2 van het ontwerp) bepaald wordt dat, met het oog op het instellen van de onderscheiden bevorderingscomités, "groepen van militaire vakrichtingen" vastgesteld worden, dat wil zeggen ofwel een groep samengesteld uit het geheel van de militaire vakrichtingen van het krijgsmachtdeel, ofwel een groep samengesteld uit twee of meer vakgroepen van dat krijgsmachtdeel.

In bijlage 1 (bijlage A) bij het koninklijk besluit van 9 juli 2007 'betreffende de organisatie van de vakrichtingen en competentiepoolen' worden de volgende zestien vakrichtingen opgesomd:

Tabel I Vakrichtingen
Algemene steun
Informatievergaring
Inwerkingstelling van grondwapensystemen
Inwerkingstelling van luchtwapensystemen
Inwerkingstelling van marinewapensystemen
Luchtcontrole
Medische steun
Militaire en burgergenie
"Supply chain" en mobiliteit
Technieken van communicatie- en informatiesystemen
Technieken van het grondmaterieel
Technieken van het luchtmaterieel
Technieken van het marinematerieel
Medische technieken
Muzikanten
Speciale technieken

Er bestaat evenwel geen enkele wettelijke of verordeningsbepaling waarin de zestien militaire vakrichtingen “per krijgsmachtdeel” aldus gerangschikt worden dat, volgens de uitleg die de gemachtigde officier gegeven heeft, de rangschikking die in de artikelen 1 en 2 van het ontwerp tot stand gebracht wordt een opsomming zou zijn die overeenstemt met de huidige toestand in de vier krijgsmachtdelen volgens de vakrichtingen waarin de betrokken officieren en onderofficieren in 2017 ingedeeld zijn.¹¹

Voor zover een dergelijke rangschikking gerechtvaardigd is voor de specifieke en huidige noodwendigheden van Defensie maar ze niet in een algemener perspectief uitgewerkt wordt, geeft die werkwijze aanleiding tot de volgende punten van kritiek:

a) op basis van artikel 1, 1°, a), 2°, a), 3°, en 4°, a), van het ontwerp is de afdeling Wetgeving niet in staat nauwkeurig genoeg vast te stellen welke militaire vakrichtingen daadwerkelijk betrokken zijn bij de groepen “officieren 1”, “officieren 5”, “officieren 7” en “officieren 8”. Dezelfde opmerking geldt voor artikel 2, 1°, a), 2°, a), 3°, en 4°, van het ontwerp voor de groepen “onderofficieren 1”, “onderofficieren 6”, “onderofficieren 10” en “onderofficieren 11”;

b) de afdeling Wetgeving beschikt niet over de noodzakelijke gegevens om te kunnen nagaan of alle gevallen wel in aanmerking genomen zijn met het oog op de naleving van het beginsel van gelijkheid tussen de militairen;

c) ten slotte, zou een wijziging van de indeling van officieren en/of onderofficieren, binnen het ene of andere krijgsmachtdeel bij een of andere militaire vakrichting die niet in de ontworpen tekst opgenomen zou zijn, meebrengen dat de ontworpen tekst gewijzigd zou moeten worden.

De steller van de tekst zou nogmaals moeten nagaan of hij de tekst niet anders zou moeten stellen.

¹¹ Met als gevolg dat bijvoorbeeld bij de officieren de militaire vakrichting “technieken van het luchtmaterieel” bij de landmacht voorkomt (artikel 1, 1°, b), 3), van het ontwerp), of nog dat bij de onderofficieren de militaire vakrichtingen “technieken van het luchtmaterieel” of “technieken van het marinematerieel” bij de landmacht voorkomen (artikel 2, 1°, b), 3), van het ontwerp).

ONDERZOEK VAN HET MINISTERIEEL BESLUIT 'TOT WIJZIGING VAN VERSCHILLENDE
BEPALINGEN BETREFFENDE HET STATUUT VAN DE MILITAIREN'
(ONTWERPBESLUIT 61.134/4)

Artikelen 1, 2°, en 25, 2°

De detachering en de terbeschikkingstelling waarin het ontworpen artikel 2, § 1, 8°, van het ministerieel besluit van 31 maart 1971 voorziet, worden vermeld in respectievelijk artikel 44 en artikel 157, 2°, van de wet van 28 februari 2007.¹²

Het gaat dus niet om hetzelfde geval als dat wat vermeld wordt in artikel 2, § 1, 4°, van hetzelfde ministerieel besluit, dat inzonderheid betrekking heeft op het geval van een officier die gedetacheerd is bij een opleidingsinrichting in het buitenland, aangezien, zoals de gemachtigde officier uitgelegd heeft, het in dat geval bijvoorbeeld kan gaan om een instructeur die in het buitenland lesgeeft.

Die preciseringen zouden in de bespreking van artikel 1 opgenomen kunnen worden.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 25, 2°, van het ontwerp.

Artikelen 1, 3°, en 25, 3°

Op een vraag over de omstandigheid dat artikel 1, 3°, van het ontwerp niet verwijst naar de bepalingen onder 4° tot 7° van artikel 3 van de wet van 25 mei 2000 'betreffende de personeelsenveloppe van militairen', heeft de gemachtigde officier het volgende geantwoord:

“Les 4° à 6° peuvent être ajoutés. Toutefois, pour : le 4° : la loi du 20 mai 1994, visée au 4° est abrogée par la loi du 31 juillet 2013 ; le 5° : nous n'avons plus de militaires dans cette situation ; le 6° : les militaires de réserves ne sont pas en service actif. Nous n'excluons pas le 7° car ces militaires peuvent siéger dans les comités d'avancement”.

Het heeft bijgevolg geen nut om in artikel 1, 3°, van het ontwerp een verwijzing op te nemen naar de bepalingen onder 4° tot 7° van artikel 3 van de wet van 25 mei 2000, maar de steller van het ontwerp zou de bespreking van artikel 1 kunnen aanvullen.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 25, 3°, van het ontwerp.

¹² Artikel 44: “De militair kan gedetacheerd worden wegens een officiële opdracht bij een instelling van internationaal publiek recht, bij een buitenlandse regering, bij elke openbare dienst die afhangt van de federale overheid, de gewesten, de gemeenschappen, de provincies, de gemeenten, de agglomeraties, de federaties en de verenigingen van gemeenten, de politiezones, de autonome overheidsbedrijven bedoeld in de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, alsook bij de instellingen die van dergelijke openbare dienst afhangen, of bij de instellingen die van Defensie afhangen.”

Artikel 157: “Het proces van overplaatsing naar een openbare werkgever omvat:

1° een selectiefase gedurende dewelke de militair aan de door de betrokken openbare werkgever georganiseerde selectie deelneemt;

2° een fase van terbeschikkingstelling;

3° de overplaatsing.”

Artikel 5

Gelet op de ontworpen artikelen 10 en 10bis van het ministerieel besluit van 31 maart 1971, die voorschrijven dat de comités waarop die bepalingen betrekking hebben uit vaste leden en uit tijdelijke leden bestaan, moet artikel 5 van het ontwerp, voor zover het betrekking heeft op de comités per militaire vakrichting, opgevat worden “per krijgsmachtdeel” of “voor het geheel van de krijgsmachtdelen”.

De gemachtigde officier is het ermee eens dat het ontworpen artikel 9, eerste lid, van het ministerieel besluit van 31 maart 1971 in die zin aangevuld dient te worden.

Artikelen 5 en 6

Op een vraag over de samenhang tussen het ontworpen artikel 10, tweede lid, van het ministerieel besluit van 31 maart 1971 (artikel 6, *in fine*, van het ontwerp) en het ontworpen artikel 9, derde lid, van hetzelfde ministerieel besluit (artikel 5, *in fine*, van het ontwerp), heeft de gemachtigde officier het volgende geantwoord:

“Dans la pratique, les membres permanents sont déjà au moins au nombre de 5 (en principe, nous avons plus d'un officier général par force). Le cas échéant, ce nombre de 5 membres minimum (si insuffisant au niveau des membres permanents) est complété par un nombre suffisant de membres temporaires. Le comité siège valablement s'il est composé au moins de 5 membres parmi les membres permanents et temporaires”.

In het geval dat er geen officieren zijn die voldoen aan de voorwaarden om als tijdelijk lid zitting te hebben (ontworpen artikel 9, derde lid), volstaat die toelichting alleen indien er meer dan twee opperofficieren per krijgsmachtdeel zijn (ontworpen artikel 10, eerste lid, 1°, c)) om het aantal van vijf vaste leden te halen (ontworpen artikel 10, eerste lid, 1°, a) tot d)), zoals bepaald bij artikel 3, vijfde lid, 2°, van het koninklijk besluit van 7 april 1959,¹³ onder voorbehoud van de toepassing van het ontworpen artikel 10, tweede lid, van het ministerieel besluit van 31 maart 1971.

De steller van de tekst dient na te gaan of het beter is het ontworpen artikel 10, tweede lid, te wijzigen dan wel of het voldoende is om de bespreking van artikel 6 van het ontwerp aan te vullen.

Artikel 10

In verband met de begrippen “domein van de operaties” en “domein van het management” wordt verwezen naar de bijzondere opmerking die over de artikelen 2, b), en 4, 1°, van ontwerpbesluit 61.133/4 gemaakt is.

¹³ Huidig artikel 3, derde lid, 2°, van het koninklijk besluit van 7 april 1959; zie artikel 4 van ontwerpbesluit 61.113/4.

Artikel 12

Artikel 12 van het ontwerp strekt ertoe artikel 17, eerste lid, van het ministerieel besluit van 31 maart 1971 te wijzigen.

Zoals de gemachtigde officier beaamd heeft, dienen in artikel 17, eerste lid, ook de woorden “een organisme voor alle korpsen of voor alle” vervangen te worden door de woorden “een intervakrichtingenorganisme of een organisme voor alle”.

Artikel 12 van het ontwerp behoort in die zin aangevuld te worden.

Artikelen 16 en 20

Uit de vergelijking van de artikelen 16 en 20 van het ontwerp blijkt dat het beter is om in artikel 4, 1°, van het ministerieel besluit van 23 september 1977 ‘betreffende de adviezen over de kandidatuur voor de bevordering van de officieren’ het woord “gegevens” in het begin van de zin te vervangen door het woord “beoordelingsgegevens”.

De gemachtigde officier is het ermee eens dat artikel 16 van het ontwerp in die zin aangevuld dient te worden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT

Pierre LIÉNARDY